

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1115^e
SÉANCE**

Mardi 10 octobre 1967,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite).....	45

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. MUŽIK (Tchécoslovaquie) note que la détérioration de la situation internationale et l'accroissement des tensions dans les relations internationales compromettent les efforts déployés pour résoudre d'urgence les problèmes du développement économique. L'écart entre les niveaux de vie des pays en voie de développement et des pays économiquement développés s'est encore élargi, du fait surtout de l'action des anciennes puissances métropolitaines qui non seulement sont responsables du développement déséquilibré de leurs anciennes colonies mais qui, avec d'autres pays capitalistes, cherchent aujourd'hui encore, par leur politique néo-colonialiste, à maintenir les pays en voie de développement dans un état de semi-dépendance et de subordination comme pourvoyeurs de matières premières.

2. La Tchécoslovaquie, au contraire, fonde ses relations économiques avec les pays en voie de développement sur les principes de l'égalité et de l'application de conditions mutuellement favorables. N'ayant jamais exploité de pays étrangers, elle refuse d'endosser une prétendue "responsabilité commune" pour cette situation, au même titre que les pays colonialistes, anciens ou nouveaux. Elle ne saurait accepter aucun appel qui ne tiendrait pas compte de la position de principe différente des pays socialistes en matière de politique et d'économie sur le plan international. En conséquence, la Tchécoslovaquie, si elle est favorable à une coopération fondée sur les principes de l'égalité, de conditions mutuellement favorables et de l'assistance à ceux qui s'engagent sur la voie d'un développement progressif et indépendant, rejette toute forme de coopération qui appuierait ou déguiserait une tentative de domination économique ou politique ou qui favoriserait l'utilisation abusive des institutions économiques internationales aux mêmes fins.

3. Bien que 85 p. 100 des sommes inscrites au budget des Nations Unies soient consacrées à des activités économiques et sociales, il n'en reste pas moins que les organismes des Nations Unies n'ont pas encore entièrement éliminé les doubles emplois, ni mis fin à la dispersion des efforts et à la prolifération. Le représentant de la Tchécoslovaquie est donc heureux que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social attachent une importance de plus en plus

grande aux questions de coordination et reconnaissent que les problèmes du développement ne peuvent être réglés de façon fragmentaire ni par les gouvernements, ni par les organisations internationales. Il souhaite l'expansion des activités du Comité de la planification du développement, qui pourra devenir, avec les instituts régionaux de planification, un véritable instrument d'aide aux pays en voie de développement pour l'établissement de leurs plans d'ensemble.

4. La délégation tchécoslovaque reconnaît que la création du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) représente un effort de synthèse pour mettre fin à la dispersion des activités et des ressources des organismes des Nations Unies, et elle espère que les activités de préinvestissement du PNUD seront complétées en temps utile par des activités d'investissement. Etant donné l'amélioration de la coopération entre le PNUD et les institutions participantes, d'une part, et la Tchécoslovaquie, d'autre part, le Gouvernement tchécoslovaque a été en mesure d'augmenter par deux fois sa contribution au PNUD au cours de ces dernières années. M. Mužík rappelle que le Gouvernement tchèque vient d'annoncer sa décision d'accroître sa contribution au PNUD pour 1968 de plus de 160 p. 100, en la portant de 1,5 à 4 millions de couronnes tchécoslovaques; il espère que, dorénavant, le PNUD utilisera davantage les ressources de la Tchécoslovaquie, et notamment ses experts et ses bureaux d'études. Le moment est venu d'accepter et d'utiliser sans discrimination les contributions de tous les pays. La délégation tchécoslovaque estime aussi qu'il faut envisager la fusion des programmes ordinaires d'assistance technique avec le PNUD, afin de mettre fin à la fragmentation excessive des ressources et des projets d'assistance, qui se traduit par des dépenses administratives et des frais généraux inutiles et gêne l'application du principe suivant lequel les priorités doivent être fixées par les pays bénéficiaires. Cette fusion entraînerait également l'uniformisation des procédures et l'élimination de rivalités fâcheuses entre les différents organismes des Nations Unies.

5. Pour M. Mužík la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) s'imposait d'autant plus qu'à son avis, l'écart à combler est celui qui sépare pays industriels et pays non industriels. L'ONUDI doit non seulement veiller au transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement, mais contribuer à l'élimination des obstacles gênant l'industrialisation des pays en voie de développement. La Tchécoslovaquie a décidé de verser en 1968 une contribution volontaire de 500 000 couronnes au titre des activités opérationnelles de l'ONUDI, parce qu'à son avis les

programmes de coopération technique ne font pas la place voulue à l'industrialisation. M. Mužík estime que l'ONUDI et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont un rôle important à jouer en ce qui concerne notamment le développement des exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés. A ce propos, il attire l'attention des membres de la Commission sur la recommandation A.III.2, adoptée dans l'Acte final de la première session de la CNUCED^{1/} au sujet des accords entre branches industrielles sur une division partielle du travail entre les pays en voie de développement et les pays développés, et dit que les commissions économiques régionales pourraient beaucoup faire dans ce domaine.

6. Se référant à une déclaration faite à la 1570^{ème} séance plénière de l'Assemblée générale par le Ministre des affaires étrangères de Belgique au sujet d'un rapprochement des structures économiques et sociales des pays à économie de marché et des pays à économie planifiée dans l'hémisphère nord par suite d'une détente qui se traduirait par une réduction des dépenses d'armement, M. Mužík souhaite également l'amélioration des relations économiques entre pays de l'Est et pays de l'Ouest, et notamment la normalisation des relations commerciales entre les deux groupes de pays. La Tchécoslovaquie sera également heureuse de coopérer davantage avec les pays occidentaux dans le domaine de la production, et elle a déjà conclu divers accords à cet effet avec des pays d'Europe occidentale. La délégation tchécoslovaque est convaincue que la Commission économique pour l'Europe (CEE) pourrait faciliter la coopération commerciale, scientifique, technique, etc., entre pays socialistes et pays à économie de marché. Il regrette que la CEE n'ait pas encore un caractère véritablement universel et que la République démocratique allemande n'en soit pas membre.

7. Le représentant de la Tchécoslovaquie espère que la deuxième session de la CNUCED apportera une contribution efficace à la solution de nombreux problèmes économiques, notamment de ceux qui se posent aux pays en voie de développement. La deuxième session de la CNUCED devra également s'occuper de questions telles que les échanges entre l'Est et l'Ouest, et cette session devra être la suite logique de la première session. Il indique qu'en 1966 la Tchécoslovaquie a augmenté de 14 p. 100 ses échanges commerciaux avec les pays développés à économie de marché et de 15,2 p. 100 ses échanges commerciaux avec les pays en voie de développement. Ses importations de produits de base en provenance des pays en voie de développement ont augmenté de 7,8 p. 100, tandis que ses importations de produits manufacturés et semi-manufacturés en provenance de ces mêmes pays augmentaient de 25 p. 100.

8. Depuis le début de l'année 1967, la Tchécoslovaquie applique de nouveaux principes en matière de planification et de gestion économique et a pris des dispositions qui l'amèneront à participer plus largement à la division internationale du travail.

Des modifications structurelles de l'économie des pays en voie de développement seront également nécessaires, d'autant plus que la structure économique des pays nouvellement indépendants a souvent été conçue plus en fonction des besoins de l'ancienne puissance métropolitaine que de ceux du pays intéressé. Les pays en voie de développement ne pourront se passer pour cela de l'aide des pays développés. Les modalités des crédits ouverts par la Tchécoslovaquie aux pays en voie de développement sont pleinement conformes aux recommandations de l'Acte final de la CNUCED.

9. Par ailleurs, la délégation tchécoslovaque comprend parfaitement les sentiments qui animent ceux qui comparent les sommes consacrées au développement des pays insuffisamment développés et les sommes consacrées aux dépenses d'armement. Elle souhaite ardemment que vienne bientôt le moment où l'on pourra éliminer entièrement ces dépenses, qui ne constituent qu'un gaspillage du point de vue économique. Des sommes considérables, tels les 27 milliards de dollars annuels que les Etats-Unis consacrent à la seule guerre du Viet-Nam, sont non seulement gaspillées du point de vue économique, mais sont en outre utilisées pour financer des guerres d'agression qui causent d'immenses souffrances, des pertes de vies humaines, et des destructions matérielles dans des régions et des pays qui auraient de toute façon besoin d'énormes moyens pour assurer leur développement économique. En ce qui concerne la guerre d'agression menée par Israël contre la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie, M. Mužík estime que l'agresseur doit porter non seulement la pleine responsabilité morale et politique de ses actes, mais encore qu'il doit dédommager ses victimes des pertes et dommages qu'il leur a infligés.

10. Enfin, le représentant de la Tchécoslovaquie déclare qu'à son avis, la tâche principale de l'Assemblée générale et de ses grandes Commissions est de formuler des directives générales et non de réitérer les décisions d'organes subsidiaires. Il ne faut donc pas restreindre la portée de la discussion générale qui a lieu à la Deuxième Commission.

11. M. PEREZ GUERRERO (Venezuela) fait observer que la majeure partie des pays en voie de développement n'a pas atteint les objectifs fixés par la Décennie des Nations Unies pour le développement. Comme l'a fait remarquer le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (1109^{ème} séance), on ne peut évaluer la situation économique des pays en voie de développement d'après les résultats obtenus par rapport à des objectifs globaux; cette méthode, cependant, permet de déterminer les causes principales des échecs de certains pays moins favorisés et d'y porter remède.

12. On attribue la stagnation économique des pays défavorisés à une croissance démographique accélérée, à l'évolution, à l'organisation du commerce international et à l'insuffisance du transfert de techniques et de capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement. Tout le monde semble aujourd'hui d'accord pour reconnaître qu'il est urgent de freiner cette croissance démographique excessive. Il convient cependant d'aborder ce problème délicat

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

avec une grande prudence. La régulation des naissances ne doit pas servir à dissimuler l'absence de politique dynamique. Il appartient à chaque gouvernement de prendre les mesures d'ordre fiscal, monétaire et social qui favoriseront le développement économique, permettront ainsi d'augmenter le niveau de vie de sa population et contribueront donc à faire baisser le taux de natalité.

13. Les faibles résultats obtenus au cours de la Décennie actuelle ont rendu évidente aux pays en voie de développement la nécessité d'organiser des ensembles économiques qui dépassent le cadre national. Le Venezuela, qui a reconnu les mérites de l'intégration économique, est devenu récemment membre de l'Association latino-américaine de libre-échange. Dans les projets d'assistance technique, il faut tirer parti des possibilités qu'offre l'intégration économique véritable qui constitue le meilleur moyen pour les pays en voie de développement de faire face, sur le marché international, à la concurrence des pays industrialisés.

14. En ce qui concerne le commerce international, la délégation vénézuélienne estime qu'il faut partir des connaissances pratiques dont on dispose aujourd'hui pour prendre des mesures concrètes immédiatement applicables. Certains signes laissent présager que les pays importants sont disposés à adopter une politique permettant aux pays en voie de développement d'obtenir une participation plus large et plus équitable au commerce international. A cet égard, deux catégories de mesures peuvent être décidées au cours de la deuxième session de la CNUCED. Il faut, tout d'abord, supprimer les restrictions douanières limitant l'importation de biens en provenance de pays en voie de développement sur les principaux marchés mondiaux sans exiger de mesure équivalente de réciprocité de la part des pays en voie de développement. D'autre part, la deuxième session de la CNUCED devra offrir le cadre voulu pour mettre au point les accords sur les principaux produits de base dont le fléchissement des prix, au détriment des pays exportateurs, a eu pour effet d'affecter gravement et sans discontinuer la balance des paiements de ces pays. Le commerce extérieur étant un élément fondamental du développement économique des pays défavorisés, il convient que la CNUCED s'emploie à développer le commerce de ces pays et à introduire dans les échanges internationaux cet esprit d'équité auquel fait allusion le pape Paul VI dans l'encyclique *Populorum progressio*.

15. Le transfert des connaissances techniques des pays industrialisés aux pays défavorisés constitue pour ces derniers un facteur essentiel de développement économique. Les pays en voie de développement doivent obtenir d'urgence cette assistance d'importance vitale sans avoir à consentir de nouveaux sacrifices économiques et financiers.

16. Enfin il est indispensable de mettre à la disposition des pays en voie de développement davantage de ressources financières à des conditions plus favorables, notamment par le canal d'organismes multilatéraux. Cela implique la recherche d'un plus juste équilibre entre les fonds affectés aux budgets militaires et aux coûteux programmes d'exploration extra-atmosphérique, d'une part, et les fonds destinés

à aider financièrement les pays en voie de développement, d'autre part. A cet égard, la délégation vénézuélienne est persuadée qu'il est nécessaire d'élaborer une planification souple à l'échelon mondial afin de guider les planifications nationales. Il est indispensable de coordonner l'ensemble des efforts de développement effectués dans le monde.

17. En conclusion, on ne prête pas suffisamment attention à la misère qui frappe la majorité des êtres dans le monde et cette situation est moralement et politiquement insoutenable. Il faut espérer que les moyens que l'on mettra en œuvre à l'avenir pour remédier à ce problème seront à la mesure de son ampleur.

18. M. ATTIGA (Libye) note que les habitants des pays en voie de développement réclament avec insistance l'amélioration de leurs conditions de vie, mais que l'institution des réformes culturelles et structurelles nécessaires à cet effet est souvent longue et difficile. Il rappelle à ce propos que l'amélioration de l'approvisionnement en denrées alimentaires, par exemple, exige la modernisation de l'agriculture, qui à son tour peut entraîner une réforme agraire et le perfectionnement des méthodes de gestion agricole. Un processus analogue doit se dérouler dans le domaine de l'amélioration, tant prônée, de l'utilisation des ressources humaines. Or, ces réformes sont particulièrement difficiles à instituer dans les sociétés traditionnelles, dont le système de valeurs individuelles et collectives n'est guère conciliable avec la mise en application de certaines réformes fondamentales. Néanmoins, de nombreux pays en voie de développement sont parvenus à moderniser leurs institutions et à adapter leur système de valeurs aux nécessités du développement économique et social. M. Attiga fait remarquer qu'en 1966 le revenu national brut de 25 pays en voie de développement a augmenté de 5 à 10 p. 100, et qu'un grand nombre d'autres pays ont bien débuté. C'est ce qui ressort notamment des calculs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) d'après laquelle l'aptitude des pays en voie de développement à utiliser des capitaux de façon productive est trois ou quatre fois supérieure au montant des capitaux disponibles.

19. Malheureusement, l'écart existant entre les réalisations économiques de l'ensemble des pays développés et de l'ensemble des pays en voie de développement ne fait que grandir, en raison des problèmes internes qu'il appartiendra aux pays eux-mêmes de résoudre, mais aussi d'obstacles extérieurs qu'ils seront à peu près impuissants à surmonter sans l'aide et la compréhension des pays développés. D'ailleurs, les pays développés, dont la prospérité risque constamment d'être compromise par la misère et la stagnation des régions sous-développées, ne peuvent que gagner au développement économique rapide des pays en voie de développement. M. Attiga note que les deux groupes de pays ont eu fréquemment l'occasion de discuter de ces questions au cours des dernières années, mais que ces discussions ont trop souvent dégénéré en simples confrontations. Le représentant de la Libye déclare qu'un véritable dialogue doit s'engager entre les deux groupes, notamment dans les domaines du commerce international, des

courants de capitaux, du service de la dette étrangère et du transfert des connaissances techniques.

20. Il a beaucoup été question de la détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement, mais ces derniers continuent à perdre chaque année des sommes énormes en devises étrangères du fait de la baisse du pouvoir d'achat de leurs exportations et de la hausse du coût de leurs importations. Bien des objectifs fixés lors de la première session de la CNUCED sont encore loin d'être réalisés, mais la Conférence a abouti à la création d'institutions chargées d'étudier l'ensemble des problèmes du commerce mondial et d'organiser périodiquement des dialogues entre pays développés et pays en voie de développement. M. Attiga espère que la deuxième session de la Conférence marquera un nouveau départ dans l'évolution des relations commerciales entre pays développés et pays en voie de développement, et qu'à la CNUCED, tous les pays comprendront que certains intérêts économiques à court terme doivent s'effacer en faveur du bien-être commun, à long terme, de l'ensemble de la communauté mondiale. Le représentant de la Libye espère, lui aussi, que la deuxième session de la Conférence entreprendra de régler certaines des questions laissées en suspens au cours des négociations Kennedy.

21. La délégation libyenne pense que les pays en voie de développement devraient s'efforcer de renforcer leurs propres relations commerciales. Une telle politique, menée sur le plan régional, entraînerait non seulement l'intégration économique des pays en voie de développement, mais leur permettrait d'engager un dialogue plus fructueux avec les pays développés au sujet d'un renversement des tendances des termes de l'échange. Une politique de coopération économique et d'intégration régionale permettrait peut-être enfin à l'ensemble des pays en voie de développement de cesser de vivre en marge de l'économie mondiale; M. Attiga se félicite à ce sujet des heureux débuts de l'Amérique latine ainsi que d'autres pays.

22. M. Attiga déclare ensuite que le maintien de la paix et de la sécurité constitue une condition essentielle pour la coopération régionale et déplore que les actes agressifs du sionisme au Moyen-Orient aient provoqué des conflits politiques et militaires qui ont naturellement obligé les pays menacés à consacrer une large part de leurs ressources humaines et matérielles à leur défense. Ces conflits ont gêné l'intégration économique de la région et ont sérieusement compromis l'exécution des plans de développement de la République arabe unie, de la Syrie et de la Jordanie. Il est logique, pour la Deuxième Commission, comme d'ailleurs pour le Conseil économique et social, de se pencher sur ces questions; le Conseil et la Deuxième Commission ont déjà examiné à plusieurs reprises la question des conséquences économiques de la Seconde Guerre mondiale et de la course aux armements.

23. Le représentant de la Libye fait remarquer que le courant des capitaux n'est pas à sens unique. L'étude de l'ONU sur les sorties de capitaux en provenance des pays en voie de développement doit être perfectionnée au point où il sera possible de déterminer exactement, chaque année, la valeur du courant net

de capitaux vers les pays en voie de développement. M. Attiga ne serait pas surpris qu'en tenant compte des pertes en devises étrangères subies par les pays en voie de développement du fait de la détérioration des termes de l'échange, on s'aperçoive que les pays en voie de développement, pris dans leur ensemble, sont des fournisseurs nets de capitaux.

24. L'application d'une politique de restriction du crédit par les grands pays possesseurs de monnaies de réserve a pour effet d'inciter les capitaux d'investissement à fuir les pays en voie de développement. La concurrence à laquelle se sont livrés les pays développés, en 1966, en offrant des taux d'intérêt de plus en plus élevés, s'est également traduite par une augmentation du coût des emprunts effectués par les pays en voie de développement. Ce problème a été longuement examiné au cours de la réunion commune qui eut lieu en septembre 1967 à Rio de Janeiro entre le Conseil des gouverneurs de la BIRD et du Fonds monétaire international (FMI). Il est maintenant admis que les politiques monétaires, considérées longtemps comme la prérogative exclusive des gouvernements, ne peuvent plus être menées simplement en fonction des problèmes économiques internes. Plus une économie est puissante et plus elle doit veiller à l'harmonie de ses engagements nationaux et internationaux. Vu l'interdépendance économique actuelle de tous les pays et l'application de plus en plus généralisée du principe de la convertibilité monétaire, une saine gestion monétaire est devenue tout aussi essentielle pour la prospérité mondiale que le sont les efforts menés en vue du désarmement et la conclusion de traités de non-prolifération des armes nucléaires. Bien que les progrès accomplis dans ce domaine aient été lents et pénibles, M. Attiga accueille avec optimisme l'accord de principe conclu récemment par dix pays membres du FMI appartenant au Groupe des Dix, relatif à la création de droits de tirages spéciaux dans le cadre du FMI.

25. En conclusion, le représentant de la Libye déclare que les riches doivent comprendre que le meilleur moyen pour eux de rester riches est d'aider les pauvres à devenir riches eux aussi.

26. M. VLADOV (Bulgarie) partage l'inquiétude générale devant la gravité de la situation économique mondiale. Il constate, en effet, que l'écart s'accroît entre les pays en voie de développement et les pays développés. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial ne cesse de diminuer et les termes de l'échange leur sont défavorables. Par ailleurs, de nombreux obstacles entravent la coopération économique internationale. Pourtant, les progrès techniques et scientifiques et le développement du rendement économique rendent indispensable cette coopération, qui seule permettra notamment d'accélérer la croissance économique des pays en voie de développement et d'affermir les bases de la paix. Mais certains pays, en maintenant des barrières commerciales artificielles et en poursuivant des pratiques commerciales injustes, entravent les échanges entre pays à systèmes économiques différents, ainsi que les échanges avec les pays en voie de développement. Si, dans les pays occidentaux, on assiste à un mouvement grandissant en faveur du commerce pra-

tiqué librement avec les pays socialistes, dans certains de ces pays, notamment les Etats-Unis d'Amérique, subsiste un système périmé et arbitraire de tarifs discriminatoires et de restrictions frappant le crédit et les exportations. Les Etats-Unis refusent d'appliquer la clause de la nation la plus favorisée dans leurs échanges avec les pays socialistes. Le même phénomène se produit dans certains des groupements économiques régionaux qui se forment. Ces groupements devraient s'abstenir de renforcer le protectionnisme économique, qui entraine le relâchement des liens commerciaux naturels existant entre certains pays ou entre régions géographiques et qui, par conséquent, entrave la coopération économique entre les nations.

27. La première session de la CNUCED a souligné l'inégalité de la position des pays en voie de développement dans l'économie mondiale et la nécessité d'adapter les relations économiques internationales aux changements entraînés par la révolution anticoloniale ainsi que la nécessité de normaliser les échanges entre pays ayant des systèmes économiques différents et d'éliminer tous les obstacles et pratiques discriminatoires afin de renforcer la coopération économique internationale dans l'intérêt de toutes les parties. Tous les pays devraient s'inspirer de ces principes. C'est ce que s'efforcent de faire les pays socialistes en aidant les pays en voie de développement à combler leur retard économique. C'est dans ce même esprit que le Gouvernement bulgare a pris diverses mesures en vue d'accroître ses échanges, en particulier avec les pays en voie de développement. Le niveau des échanges entre la Bulgarie et ces pays a quadruplé en sept ans et doit encore s'élever d'ici 1970. La Bulgarie coopère activement sur le plan technique et économique avec les pays en voie de développement; elle les aide à édifier une économie nationale indépendante, à mettre en valeur leurs ressources naturelles et à former leurs techniciens. Elle secourt actuellement les pays arabes, victimes d'une agression militaire, et les organismes des Nations Unies devraient donner aussi la priorité à ces pays dans le cadre de leurs programmes d'assistance.

28. D'autre part, la Bulgarie a pu, depuis vingt ans, acquérir une grande expérience en matière de planification économique, de développement industriel et de formation de techniciens. Elle est prête à partager cette expérience avec les pays en voie de développement. En vertu d'accords bilatéraux, des experts bulgares sont d'ailleurs envoyés dans les pays arabes et africains. Les organismes des Nations Unies pourraient peut-être recourir davantage aux experts bulgares dans le cadre de leurs activités d'assistance technique.

29. En dehors de cette coopération extra-régionale, le Gouvernement bulgare estime qu'il est également nécessaire d'établir une coopération régionale, bilatérale et multilatérale plus étroite dans les Balkans en matière économique, technique, scientifique et dans le tourisme, afin de développer cette région.

30. Il est fort regrettable de constater que les échanges entre les pays socialistes et les Etats-Unis restent peu importants, de même que les échanges entre les pays d'Europe orientale et les pays d'Europe

occidentale. Ces échanges ne représentent que 4 à 5 p. 100 de l'ensemble du commerce extérieur des pays de l'Europe occidentale, contre 17 à 18 p. 100 de celui des pays de l'Europe orientale. Par ailleurs, le fait que certaines nations dont l'importance est grande, tant sur le plan économique que politique, sont absentes de la communauté internationale entrave la coopération internationale. Lorsque les organes des Nations Unies appliqueront le principe de l'universalité dans le domaine économique et social, leurs activités s'en trouveront fortement renforcées.

31. Il convient d'étudier les effets du colonialisme sur les économies des nations nouvellement indépendantes, ainsi que les effets des pratiques néo-colonialistes des monopoles étrangers sur les termes de l'échange et le courant des capitaux vers les pays en voie de développement; il faut aussi créer les conditions dans lesquelles ces pays pourront consacrer la totalité de leurs ressources à leur propre développement, alors que ces ressources sont actuellement exploitées par les capitaux étrangers, comme le montrent, par exemple, les chiffres communiqués par les sociétés pétrolières des Etats-Unis actives au Moyen-Orient dont les bénéfices en 1965, après déduction des impôts, ont représenté 76 p. 100 de la valeur déclarée des investissements effectués au début de cette même année.

32. D'autre part, le Secrétariat devrait améliorer ses travaux de recueil et d'analyse des renseignements relatifs au niveau de développement social et économique dans diverses régions du monde, en vue de formuler des politiques internationales appropriées. A cet égard, il convient de noter que les organes des Nations Unies accordent une plus grande attention à la planification du développement économique et social, domaine dans lequel les pays socialistes ont fait œuvre de pionniers. Il convient également d'intensifier les travaux dans ce domaine et de leur donner la priorité dans les programmes opérationnels des organes des Nations Unies, sans oublier, pour autant, de se pencher sur les aspects sociaux du développement, car l'industrialisation et une urbanisation rapide peuvent avoir des effets secondaires dangereux auxquels il est indispensable de trouver des remèdes.

33. Les pays socialistes ont souligné depuis longtemps la nécessité d'entreprendre des activités d'investissement dans le cadre des programmes d'assistance des organes des Nations Unies. Le Conseil d'administration du PNUD semble avoir adopté une attitude plus positive à cet égard. Bien que l'idée de transformer le PNUD en un Fonds d'équipement des Nations Unies ait été rejetée, il semble possible de créer un tel fonds et de l'associer au PNUD.

34. Au moment où la Commission commence ses travaux, la situation internationale se détériore et la coopération s'en trouve bloquée sur les plans économique, scientifique, technique et culturel. Des pays consacrent leurs maigres ressources à l'équipement militaire, alors qu'ils devraient pouvoir les consacrer à leur développement. Les efforts et l'attention sont détournés d'importants problèmes qu'il est urgent de résoudre sur le plan économique et social. Il est donc indispensable de prendre des mesures en vue de réduire la tension existant dans

les relations internationales et de rétablir des conditions qui favoriseront la solution des problèmes qui se posent sur le plan économique.

35. Il convient d'édifier un monde plus juste et plus humain, où l'homme ne sera plus exploité par l'homme; il faut instituer la coexistence pacifique et la coopération entre des nations égales et indépendantes; il faut procéder à la planification économique; accorder un plus grand rôle à l'Etat dans la planification sociale et économique; accorder un plus grand rôle à l'Etat dans la planification sociale et économique; reconnaître que l'industrialisation peut permettre aux pays peu développés de rattraper leur retard économique et enfin établir une division internationale du travail plus juste; tous ces buts sont universellement reconnus et ce, grâce à la Révolution d'octobre dont l'influence continuera à se faire sentir dans le domaine économique et social.

36. La solution des problèmes du développement est possible. Les mécanismes internationaux qui doivent permettre de les résoudre ont été créés et mis en place. Il importe maintenant de les faire fonctionner avec le maximum d'efficacité.

37. M. RAHNEMA (Iran) est loin de partager l'optimisme du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales. Il constate, en effet, que la situation économique mondiale, dans son ensemble, continue à s'aggraver et que la paupérisation du tiers monde s'accroît. Les progrès techniques et les immenses possibilités de développement des sociétés modernes ont pourtant rendu possible la réalisation d'un monde débarrassé du besoin. Mais pour cela, il faudrait prendre conscience de ces possibilités nouvelles et de la nécessité de transformer les structures politiques et économiques existantes en fonction de la pleine utilisation de ces possibilités. Cependant, les unités économiques dominantes continuent à constituer des flots de richesse dans l'océan du sous-développement global qu'elles refusent de reconnaître, comme elles refusent de croire qu'une transformation radicale des rapports de production peut donner à l'ensemble économique l'élan qui lui rendra la santé.

38. Le sous-développement est un phénomène structurel, qu'il soit pris dans un cadre national ou dans celui de l'ensemble mondial. Certains pays l'ont compris et, lorsqu'ils en ont tiré toutes les conséquences, ils sont arrivés à rompre le cercle vicieux de leur sous-développement et à se lancer dans la voie de l'accumulation du capital et, par là, dans celle de la croissance accélérée. Mais ce mouvement n'a pas été général et il n'a pas été suivi sur le plan de l'économie mondiale où les unités dominantes continuent à utiliser l'ordre établi pour favoriser leurs seuls intérêts, sans se rendre compte qu'ainsi, elles en aggravent les contradictions et les faiblesses. Il y a lieu de leur rappeler que dans les pays où les riches et les puissants ont refusé de s'intéresser aux masses, celles-ci ont elles-mêmes, par la violence le cas échéant, procédé aux changements nécessaires. Il pourrait en être de même dans l'espace économique mondial, où existe une division du travail internationale injuste et où persistent certains rapports de force et de domination. Si les grands centres économiques et financiers du monde refusent de participer à une coopération internationale véritable

basée sur les aspirations légitimes de toutes les parties, alors la violence peut sembler le seul moyen de trouver une solution. Il est alarmant de constater que, dans des régions importantes du monde, les activités économiques sont déjà conditionnées par cette éventualité. Cette perspective devrait imposer aux pays développés une vision nouvelle et plus lucide de leurs intérêts et de l'avenir du monde en général.

39. Les problèmes généraux touchant au commerce et au développement seront traités au cours de la deuxième session de la CNUCED qui aura lieu en 1968 à New Delhi et de la réunion ministérielle du groupe des soixante dix-sept pays en voie de développement qui aura lieu à Alger au mois d'octobre. Ces deux réunions devraient jouer un rôle important dans le développement de la pensée et de l'action économique internationale, face aux exigences d'une réalité qui résiste à toutes modifications. Si les dirigeants de certains pays développés se sont laissés gagner par un mouvement progressiste en matière économique, il n'en reste pas moins que les pôles du pouvoir économique et financier, grisés par les conjonctures qui leur restent favorables, aveuglés par un certain réflexe de défense, ne voient pas la nécessité d'abandonner les vieilles pratiques. Pourtant, les intérêts à long terme des pays nantis d'aujourd'hui se trouvent menacés par ces vieilles pratiques de force et de profit immédiat, ainsi que l'a bien vu le pape Paul VI dans l'encyclique *Populorum Progressio*. Il est donc de l'intérêt des pays développés de faire en sorte que les principes de base de la coopération internationale ne soient pas mis en cause. Il est également de leur intérêt d'adapter les structures de l'ordre économique établi aux nécessités du développement global afin d'assurer à cet ordre de plus grandes possibilités de survie.

40. Il faudrait éviter, lors de la deuxième session de la CNUCED, ces querelles opposant "donateurs" et "donataires" et renoncer aux concepts dangereux comme celui de l'aide-charité. Il faut essayer de donner corps à cette idée fondamentale qu'il est de l'intérêt commun de travailler ensemble à créer une économie mondiale saine, dynamique et en pleine expansion, et par là multiplier les richesses communes jusqu'aux limites techniques du possible pour en faire bénéficier le plus grand ensemble de la communauté mondiale. Dans cette entreprise, les responsables politiques des pays développés ont un rôle difficile à jouer car ils doivent affronter la résistance des puissances économiques et financières à l'intérieur de leur propre pays. Ils devront les convaincre qu'il s'agit non plus d'une confrontation entre pays industrialisés et pays périphériques, mais d'une confrontation avec le problème commun du développement qui intéresse tous les pays. L'attitude lucide que certains pays, comme la France et, plus récemment encore, les Pays-Bas et l'Australie, semblent adopter à cet égard permet d'espérer que d'autres pays développés feront preuve d'un esprit nouveau lors de la prochaine Conférence. Alors il sera possible d'apporter une solution concrète à certains problèmes d'intérêt pratique et immédiat et, en outre, de définir de façon plus claire et plus précise cette stratégie globale qui, selon le secrétaire général de la CNUCED, doit "permettre de lier la mobilisation des ressources à l'application d'une

politique interne et externe propre à accélérer le développement". Définir une telle stratégie et la faire accepter par tous les pays intéressés, telle est la tâche principale de la communauté internationale.

41. Dans cette stratégie du développement, le problème de la mise en valeur des ressources humaines est des plus importants, car, pour les pays en voie de développement, c'est l'homme qui est le capital le plus concret et le plus précieux. Puisqu'il est à la fois la fin et l'instrument le plus puissant du développement, c'est en fonction de l'homme que doit se concevoir tout plan sérieux de développement. Or ce capital humain reste inutilisé ou gaspillé dans la plupart des sociétés en voie de développement. Il est donc essentiel de poursuivre et d'intensifier l'action en faveur d'une mise en valeur rationnelle des ressources humaines, sur le plan tant national qu'international.

42. A cet égard, il convient de souligner un nouvel aspect inquiétant du problème général des ressources humaines, celui de l'exode des compétences. Cette question, dont le Conseil économique et social a commencé à s'occuper à sa quarante-troisième session, devrait être étudiée par tous les organes compétents des Nations Unies et notamment par la Deuxième Commission. L'exode des compétences frappe les pays en voie de développement, et l'Europe elle-même a perdu 10 p. 100 de ses élites scientifiques et techniques au profit des Etats-Unis. Ceux-ci ont attiré depuis la Seconde Guerre mondiale près de 100 000 médecins, savants et ingénieurs étrangers, ce qui, selon les estimations d'un professeur de la London School of Economics, représenterait en termes économiques un capital importé de près de 4 milliards de dollars. En raison de l'importance de ce problème, le Conseil a d'ailleurs prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'état d'avancement des études entreprises à ce sujet par les organes intéressés des Nations Unies. Les gouvernements intéressés devraient eux aussi procéder à une étude approfondie du problème et préconiser des solutions. Ces solutions pourraient comprendre des formules aussi variées que la compensation financière, la mise en commun des compétences sur le plan régional et au profit notamment des pays en voie de développement, l'adoption de mesures législatives appropriées, et la création de conditions nationales et internationales plus favorables à une répartition juste et rationnelle des compétences en fonction des objectifs d'une économie mondiale harmonieuse.

43. Le rôle de plus en plus important que jouent la science et la technique dans le développement pose un autre problème, car il exige la révision constante des moyens d'action, l'amélioration continue des méthodes de travail, d'organisation et de pensée. Le décalage scientifique et technique est de nature à entraver les efforts de développement et l'écart commercial est essentiellement la conséquence d'inégalités dans l'assimilation de la technique moderne et du progrès dans le monde en voie de développement, comme on l'a fait justement remarquer. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a accompli des travaux remarquables, mais il est temps de donner des dimensions nouvelles à son action dans le domaine

de la recherche scientifique et de l'application effective de la technique au développement. Il conviendrait d'assimiler la notion d'"investissement dans la science" et d'entreprendre dans ce domaine des projets qui profitent à l'ensemble de la communauté mondiale. Des initiatives à longue échéance devraient être prises au cours de la présente session, afin de promouvoir la technologie et la recherche scientifique, tant sur le plan national que sur le plan international, en s'intéressant plus particulièrement aux besoins et problèmes des pays en voie de développement. Peut-être pourrait-on envisager la mise sur pied d'un système institutionnel, régional ou même mondial, dont la vocation serait de donner l'impulsion nécessaire au développement de la science et de la technique. Il serait également intéressant d'examiner la possibilité d'orienter l'actuel exode des compétences scientifiques vers des centres régionaux où elles seraient à la disposition des pays qui en auraient besoin.

44. Enfin, en ce qui concerne le Fonds d'équipement des Nations Unies, le représentant de l'Iran regrette que les pays développés ne soient pas revenus sur leur refus de coopérer. Le nouveau Fonds devra être doté d'une direction dynamique qui puisse compenser le manque de ressources financières par un esprit d'entreprise capable de développer rapidement un réseau de contacts avec les institutions publiques, semi-publiques ou privées appropriées.

45. M. MWENDWA (Kenya) dit que le socialisme africain institué au Kenya a pour but de lutter contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie et d'affranchir l'homme du règne de la force de jadis en créant une société fondée sur la solidarité et l'équité.

46. Le représentant du Kenya se déclare convaincu que l'évolution actuelle de l'économie mondiale ne peut qu'élargir le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres. Les résultats de la Décennie des Nations Unies pour le développement sont décevants. Malgré la création de la CNUCED, la situation n'a pas changé depuis trois ans et l'on retrouvera à la deuxième session de New Delhi les problèmes qui se posaient déjà en 1964 à Genève. Il importe donc que la Deuxième Commission donne des directives afin qu'au cours de la Conférence de New Delhi on favorise autant qu'il sera possible les intérêts des pays en voie de développement.

47. A cet effet, la délégation du Kenya propose qu'à la deuxième session de la CNUCED, on procède en priorité à l'examen des travaux de la CNUCED depuis la Conférence de Genève et à une recherche des moyens théoriques et pratiques d'améliorer la situation commerciale des pays en voie de développement. Un tel progrès pourrait, notamment, être obtenu en améliorant au profit des pays défavorisés les gains provenant des prestations invisibles, en donnant libre accès aux produits manufacturés et semi-finis en provenance des pays en voie de développement sur les marchés des pays industrialisés, et en améliorant les termes de l'échange en ce qui concerne les matières premières exportées par les pays en voie de développement. La deuxième session de la CNUCED devrait en outre étudier les possibilités d'encourager les pays en voie de développement à se regrouper pour

former des ensembles économiques plus vastes et puissants. Il faudrait enfin envisager des moyens de favoriser les diverses formes d'investissement dans les pays en voie de développement. En effet, depuis la fin de 1961, le courant de capitaux privés vers les pays défavorisés a presque complètement cessé. La délégation du Kenya tient cependant à remercier la CNUCED des efforts qu'elle a déployés afin de permettre aux pays en voie de développement d'obtenir des capitaux sans contracter de trop lourdes obligations. Il faudrait en outre accorder une aide financière et une assistance technique aux pays en voie de développement dont l'économie est essentiellement agricole afin qu'ils mettent en valeur leurs ressources minérales.

48. Enfin il est essentiel de lutter contre la pénurie alimentaire qui sévit actuellement et de donner une plus grande portée pratique aux programmes multilatéraux d'aide alimentaire. Les pays moins favorisés doivent prendre conscience du fait que l'industrialisation et le développement économique constituent les conditions préalables de toute stabilité politique durable.

49. Le **PRESIDENT** annonce que la Commission a entendu toutes les déclarations d'ordre général*.

50. **M. GOLDSCHMIDT** (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, dit que s'il n'a pas jusqu'ici répondu aux accusations et aux insinuations proférées contre son gouvernement c'est parce qu'il ne voulait pas ajouter encore à l'atmosphère politique des débats. Maintenant que s'achève la discussion générale il tient à faire quelques brèves observations pour mettre les choses au point.

51. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique rejette catégoriquement les accusations selon lesquelles les Etats-Unis se livreraient à une guerre d'agression au Viet-Nam. Le Gouvernement américain reste disposé à discuter les détails de ce regrettable conflit au Conseil de sécurité lorsque l'Union soviétique cessera d'élever des objections et acceptera un tel débat.

52. Le représentant des Etats-Unis ajoute que le seul objectif de son gouvernement, avant, pendant et depuis la guerre au Moyen-Orient, a été de créer les conditions d'une paix durable sur la base des principes énoncés par le président Johnson.

53. **M. NEDIVI** (Israël), exerçant son droit de réponse, regrette que certaines délégations aient formulé des allégations fallacieuses à l'égard d'Israël à la Deuxième Commission et, en particulier, que le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, profitant de l'absence de la délégation israélienne, ait repris ces accusations en des termes déplacés qui reflètent l'attitude bien connue de sa délégation envers le peuple juif. Il n'appartient pas aux membres des organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies de troubler les délibérations sur la question du Moyen-Orient actuellement en cours à l'Assemblée générale.

54. En juin dernier, Israël a exercé son droit de légitime défense pour se protéger contre une agression ouvertement avouée. Israël a simplement refusé de cesser d'exister. C'est là le fait fondamental. On a parlé des pertes arabes mais, à une exception près, personne n'a fait allusion aux capitaux énormes consacrés par les Arabes à l'acquisition de matériel militaire. Le représentant d'Israël se demande qui a contraint les Etats arabes à consacrer ces capitaux à l'achat d'armements plutôt qu'à la lutte contre la pauvreté. Israël a demandé plusieurs fois l'arrêt des livraisons d'armes destinées au Moyen-Orient. D'autres orateurs parlèrent des pertes financières subies par les Etats arabes du fait de la fermeture du canal de Suez, de la cessation des livraisons de pétrole et de l'arrêt des activités touristiques. Israël n'a pas fermé le canal de Suez et souhaite qu'il soit rouvert aussitôt que possible à la libre navigation de tous et sans discrimination. De même, Israël n'a pas interrompu les livraisons de pétrole ni coupé les oléoducs. Les Israéliens ne sont certainement pas responsables de l'arrêt des activités touristiques.

55. Personne n'a parlé des pertes en vies humaines ni des dommages matériels subis par Israël depuis vingt ans. Il faut pourtant prendre également en considération les conséquences économiques de l'invasion armée, des infiltrations et de la subversion des Arabes en Israël, sans parler des mesures de blocus et de boycott. Les gouvernements arabes poursuivent leur politique de belligérance unilatérale à l'égard d'Israël dont ils continuent d'envisager l'anéantissement.

56. **M. ZAKHAROV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) affirme que la déclaration du représentant d'Israël n'est pas justifiée par les faits. En effet, au cours du conflit militaire déclenché par Israël, la République arabe unie, la Syrie et la Jordanie ont subi de graves dommages économiques dont le Gouvernement israélien doit être déclaré responsable. De plus, du fait de cette agression israélienne et de ses conséquences économiques, une série de pays ne sont pas en mesure de fournir les contributions qu'ils avaient envisagées de verser au PNUD.

57. En ce qui concerne la guerre du Viet-Nam, ce problème ne peut pas être résolu par des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, mais uniquement par le départ de l'agresseur.

58. **M. YASSEEN** (Irak), exerçant son droit de réponse, affirme que la Deuxième Commission est compétente pour discuter des conséquences du conflit israélo-arabe qui a causé de graves dommages à l'économie de certains pays. Le représentant de l'Irak estime que c'est se moquer du droit international que de qualifier une agression d'exercice du droit de légitime défense. Cette méthode a déjà été utilisée sans succès par certains juristes qui ont tenté de justifier de cette façon les agressions commises par les armées nazies.

59. **M. SADI** (Jordanie) déclare que le Gouvernement de la République arabe unie avait officiellement donné l'assurance qu'il ne déclencherait pas les hostilités avant que n'ait lieu l'agression israélienne. Celle-ci ne peut donc être qualifiée d'exercice du droit de légitime défense. D'autre part, les évé-

* A la 1108^{ème} séance, le représentant des Pays-Bas a demandé qu'un membre de son gouvernement puisse prendre la parole devant la Commission le 20 octobre.

nements de juin expliquent clairement les raisons pour lesquelles les Etats arabes consacrent d'importantes ressources à leur budget militaire. En fait, Israël désire faire sans cesse de nouvelles conquêtes en Palestine et, tout en prêchant la paix, n'hésite pas à déclencher les hostilités.

60. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) précise qu'au cours de son intervention qu'a incriminée le représentant d'Israël (1111ème séance), il n'a pas accusé le peuple juif mais bien critiqué la politique du Gouvernement israélien. En fait, Israël pratique une politique impérialiste et exerce sur les territoires conquis les droits de l'occupant. Il pillé certains pays en voie de développement pour en aider d'autres afin de briser l'unité des nations défavorisées.

61. M. NEDIVI (Israël) répond au représentant de la Jordanie qu'Israël est prêt à étudier les moyens de résoudre les problèmes économiques de la Jordanie.

62. M. MARDOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) regrette que le représentant d'Israël essaie d'imposer aux membres de la Deuxième Commission des idées erronées. Ceux-ci savent fort bien où et quand doit être discutée la question de

l'agression israélienne et, d'autre part, ce n'est pas à l'agresseur de lancer des accusations.

63. M. SAHLOUL (Soudan) dit qu'il n'y a aucun doute sur le point de savoir si Israël est ou non l'agresseur. Les dirigeants israéliens ont eux-mêmes reconnu le succès de l'effet de surprise qu'ils avaient recherché. Si Israël n'a pas été stigmatisé comme agresseur à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, c'est qu'il jouit de la protection de certaines grandes puissances. L'agression israélienne a eu de graves conséquences économiques pour les pays arabes et pour l'ensemble du monde en voie de développement. Les organes des Nations Unies devraient accorder en priorité une assistance aux victimes de cette agression. Le représentant d'Israël a accusé les Etats arabes de maintenir l'état de belligérance mais il ne faut pas oublier que c'est Israël qui a déclenché les hostilités. Israël s'est emparé de vastes territoires arabes, en a chassé la population, a demandé à un million de Juifs européens d'émigrer en Palestine et envisage d'envoyer des colons dans le Sinaï. L'hypocrisie politique pacifiste exposée par le représentant d'Israël ne peut donc tromper personne.

La séance est levée à 13 h 30.